Un colloque sur Israël avec l’Institut Protestant de Théologie



Présentation

Aujourd'hui, dans notre société, mais aussi dans la politique menée par le gouvernement d'Israël, il y a très souvent confusion entre «l'Israël biblique» et l'État moderne d'Israël.

Comment les Palestiniens chrétiens peuvent-ils comprendre ces notions de «terre promise» et de «peuple élu» dans la situation qui est actuellement la leur ? Ils expriment régulièrement leurs réactions aux événements, de façon œcuménique, notamment dans le mouvement KAIROS et à travers les activités de l'association SABEEL. Cette problématique est aussi la nôtre comme lecteurs de la Bible. Nous nous proposons de les rejoindre dans ce questionnement.

C'est pourquoi les Amis de SABEEL-France organisent ce colloque en partenariat avec l'Institut Protestant de

Théologie, Faculté de Paris, et L’Atelier protestant.

Les intervenants

- Maurice Buttin Avocat honoraire, président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO).
- Jamal Khader Palestinien, professeur et prêtre à Ramallah.
- Corinne Lanoir, Professeur d’Ancien Testament à la Faculté protestante de théologie – Paris
- Patrice Rolin, Bibliste, animateur de L’Atelier protestant.

Les ateliers

L’objectif des ateliers autour de trois questions est de permettre aux participants de comprendre cette problématique et de se l’approprier. Ils seront suivis d’une table ronde finale qui reprendra les questions des ateliers.

Renseignements pratiques



Des soldats israéliens dans une rue de la vieille ville de Jérusalem © EAPPI

Israël dans la Bible et l’État d’Israël aujourd’hui
Des chrétiens, d’ici et de là-bas, s’interrogent
Colloque organisé à la Faculté protestante de théologie
83, bd Arago – 75014 PARIS
métro Denfert-Rochereau / St Jacques
24 NOVEMBRE 2018
de 9h à 18h

Israël-Palestine, les faiseurs de paix

*À l'occasion de la **Semaine mondiale pour la paix en Israël et Palestine**, du 16 au 23 septembre, le site suisse d'informations protestantes **Protestinfo** propose un dossier intitulé : «**Israël-Palestine, les faiseurs de paix**». Une série de cinq articles racontant des personnes, des lieux ou des associations œuvrant à cette fin dans la région. Après **Un quart de siècle après Oslo, le courage de ceux qui espèrent**, mis en ligne le 17 septembre, voici **Le Cercle des Parents, un combat dans les larmes**. Gros plan sur une association qui réunit depuis 1995 les proches de victimes du conflit, tant israéliennes que palestiniennes, pour s'entraider. Des hommes et des femmes qui ont choisi d'honorer la mémoire de leurs proches en travaillant pour la réconciliation.*

Semaine mondiale pour la paix en Palestine et Israël



Enfants dans la vallée du Jourdain © Sean Hawkey/COE

La semaine mondiale pour la paix en Palestine et Israël, lancée à l'initiative du Conseil œcuménique des Églises (COE), se déroule du 16 au 23 septembre. Elle constitue, comme le souligne le pasteur Olav Fykse Tveit, Secrétaire général du COE, une manifestation de solidarité envers des peuples luttant désespérément contre une occupation illégale ainsi qu'un appel urgent en faveur de la justice et de la paix. Cette année, le thème en sera «Jeunes et enfants : susciter l'espoir, amener le changement». Ce sont les jeunes et les enfants qui ont le plus à souffrir des conflits et de l'occupation. Ce sont eux, également, qui devront prendre en main l'avenir de la Palestine et d'Israël.

Aujourd'hui, dans les territoires palestiniens, trop d'enfants grandissent dans la peur, la pauvreté et le désespoir du fait de plus de 50 années d'occupation. Trop de jeunes se voient privés d'accès à une éducation satisfaisante et ne parviennent pas à trouver un travail.

Les défis à relever par les jeunes et les enfants

Accès à l'école : En Palestine, les obstacles à l'éducation sont multiples. De nombreux enfants palestiniens vivant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sont victimes de graves harcèlements et difficultés sur leur route vers et depuis l'école, ainsi que dans les cours de récréation et les salles de classe. Les volontaires du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) du Conseil œcuménique des Églises, en coopération avec l'UNICEF, ont été témoins de nombreuses attaques au cours des dernières années et ont indiqué que ces attaques étaient de plus en plus fréquentes. Parmi les obstacles se dressant sur la route des enfants on peut citer les attentes interminables aux checkpoints, la présence militaire, les attaques des colons,

les routes périlleuses, les zones militaires bouclées, les ordres de démolition et les affrontements violents. Alors que la situation sécuritaire dans de nombreuses régions de Palestine ne cesse de se détériorer, la protection des écoles, des élèves et de leur droit à l'éducation doit être respectée et constituer une priorité.

Arrestation et détention d'enfants : Chaque année, de 500 à 7001 enfants palestiniens sont arrêtés, détenus, et poursuivis devant les tribunaux militaires israéliens. En vertu des ordonnances militaires, les mineurs peuvent être arrêtés dès l'âge de 12 ans ; la plupart le sont pour avoir jeté des pierres, ce qui est considéré comme une « atteinte à la sûreté de l'État ». Bon nombre de ces enfants sont arrêtés lors de raids nocturnes perpétrés par des soldats lourdement armés, puis détenus dans l'attente de leur comparution devant les tribunaux militaires. Bien que les ordonnances militaires leur donnent droit à un avocat, rares sont les enfants qui s'en voient assigner un.

Accès à l'emploi : Selon plusieurs études sur le marché de l'emploi et les politiques de l'emploi en Palestine réalisées par la Fondation européenne pour la formation, l'une des principales caractéristiques du marché de l'emploi en Palestine est la présence d'une population très jeune en Cisjordanie et dans la bande de Gaza de pair avec un faible taux d'activité. Un enjeu majeur est l'incapacité du marché de l'emploi à absorber les nouveaux entrants du fait du manque d'investissements et du risque politique élevé. Les restrictions à la circulation qui limitent l'accès aux importations et aux marchés internationaux ont contribué au faible taux d'emploi dans les secteurs de biens commercialisables. Le taux de chômage chez les jeunes entre 15 et 24 ans est très élevé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, surtout dans cette dernière. Les taux de chômage moyens sont respectivement de 38,8 % et de 52 %.

Peur et traumatisme : La situation continue de violence et de

conflit en Palestine et Israël a des conséquences dévastatrices sur les enfants. À cause de cette situation, ceux-ci souffrent de plus en plus de cauchemars et montrent de plus en plus de signes de détérioration psychologique. Les directeurs de vingt écoles de Gaza ont été interrogés par le Conseil norvégien pour les réfugiés en mai 2018 et font état d'une augmentation des symptômes de stress post-traumatiques chez les enfants, notamment la peur, l'angoisse, le stress et les cauchemars. Les directeurs d'école attribuent le niveau élevé de stress post-traumatique et le manque de concentration à l'école à la violence de la réponse apportée par les militaires israéliens aux récentes manifestations. Les directeurs estiment que leur principal besoin actuel est l'apport d'un soutien psychologique renforcé dans les écoles.

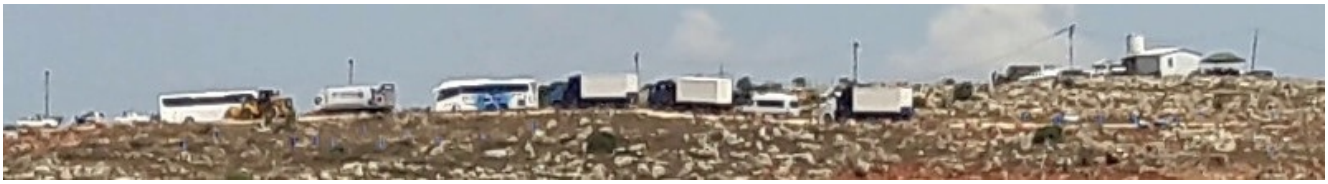
Espoirs et perspectives pour les jeunes artisans de paix

Les jeunes et les enfants voient leur vie actuelle et leur avenir façonnés par le conflit israélo-palestinien. Certains d'entre eux sont séparés de leur famille, ou orphelins, ou forcés de travailler malgré leur jeune âge, ou responsables de leur foyer familial (à la place du père tué ou emprisonné), ou encore détenus… Mais la situation peut changer et les jeunes eux-mêmes peuvent façonner leur avenir, changer le statut du conflit et consolider la paix. Ils peuvent choisir de suivre une autre voie, un autre chemin, menant à une communauté humaine juste pour tous.

Le Conseil œcuménique des Églises invite ses Églises membres, les organisations d'inspiration religieuse et les organisations de la société civile du monde entier à s'unir pour une semaine de prière pour une paix juste pour toutes et tous en Palestine et Israël. Les paroisses et les personnes qui, aux quatre coins du monde, partagent l'espérance de la justice se réuniront pendant cette semaine pour mener ensemble

des actions pacifiques qui rendront un témoignage public commun d’envergure internationale.

Israël-Palestine : terre disputée, terre morcelée



Camions et bulldozer arrivant sur la colline © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Évacuation d’un avant-poste



Des pierres jetées contre la fenêtre © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Ce dimanche matin, nous roulons vers Ramallah, pour assister à l'office anglican de Saint-Andrew. Le long de la route 60, nous constatons une présence inhabituelle de véhicules militaires et de soldats. Intrigué, notre chauffeur, Ghassan, appelle la DCO Palestinienne (office de coordination mis en place après les accords d'Oslo). L'armée procède à l'évacuation d'un avant-poste illégal à l'ouest de la colonie Tappuah. La forte présence militaire sert à prévenir une éventuelle réaction violente des colons des alentours. Nous décidons de revenir sur nos pas, et d'observer l'évacuation à partir du village voisin de Yassuf. À la jonction Za'tara, toute proche de la colonie Tappuah, forte présence militaire. À l'entrée de la route vers Yasuf, contrôle de nos passeports et de la licence de notre chauffeur.

Puis nous observons l'évacuation de loin, sur la terrasse d'une maison. On voit arriver sur la colline des camions pour transport de mobile-homes, et un bulldozer. Suivant une décision de la haute cour de justice israélienne, cet avant-poste doit être évacué, il est installé illégalement sur une terre privée palestinienne. Sept mobile-homes ont déjà été évacués, les colons s'opposent à l'évacuation des dix derniers, d'où l'intervention de l'armée. Seuls trois sont occupés, les autres servent à des besoins agricoles. Il y a eu des affrontements dans la nuit entre quelques jeunes colons extrémistes et la police israélienne. Quand nous sommes revenus le lendemain, le site était évacué, mais il restait encore quelques structures.

Dans la nuit de l'évacuation, des colons extrémistes ont jetés des pierres contre une maison du village, à titre de vengeance.

Une partie des terres du village de Yasuf a été confisquée par la colonie Tappuah, et une partie est en zone C. Ils ne peuvent y accéder qu'avec un permis, permis accordé seulement pour quelques jours au moment de la récolte des olives. C'est totalement insuffisant pour entretenir correctement ces terres. Lors de notre visite précédente à Yassuf, une dizaine de jours auparavant, notre contact, Jamal, nous avait informé de cette décision d'évacuation, mais aussi d'un nouvel ordre de confiscation de 150 dunums (15 ha). Pour les habitants, l'ordre d'évacuation de l'avant-poste est comme un anesthésiant pour faire oublier la nouvelle confiscation. Quand un avant-poste est évacué, les Palestiniens ne récupèrent pas pour autant l'accès à leurs terres !

Les terres d'Aqraba

« Quand j'étais enfant, nous emmenions paître nos troupeaux sur ces terres ». Nous sommes sur les hauteurs de la vallée du Jourdain, en contrebas de la ligne de crête où se situent les

villages palestiniens d’Aqraba, Duma, Beit-Furik, au sud-ouest de Naplouse. Avant 1967, toutes ces terres appartenaient aux villages sur la crête. Ghassan nous emmène sur l’histoire de l’accaparement des terres de sa famille et des villages alentours. Depuis l’occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, les fermiers de ces villages ont été forcés progressivement d’abandonner leurs terres en haute vallée du Jourdain.

Des camps militaires se sont installés, ainsi que des zones de tir, d’accès interdit. Par ordre militaire, les bergers s’aventurant avec leurs troupeaux dans ces zones étaient arrêtés, et devaient payer une amende. L’amende étant doublée à chaque nouvelle arrestation. Il y avait quelques hameaux dans ces pâturages, ils ont tous été détruits. Un jour une explosion due à un tir militaire s’est produite juste à côté de la maison de Ghassan. Sa famille a décidé de partir dans le village d’Aqraba et d’abandonner ses terres. Il avait 18 ans.

Le moyen le plus efficace de les faire partir a été le contrôle de l’eau. Beaucoup de puits ont été interdits, détruits ou empoisonnés. Les fermiers avaient planté des orangers et des citronniers, maintenant c’est quasi désertique. Impossible de cultiver sans eau. Des colonies israéliennes se sont installées sur les terres palestiniennes. Elles ont accès à l’eau à volonté. Cultures sous serres, palmiers dattiers, et même de la pisciculture. Une hérésie dans une région où l’eau est si précieuse.

Et maintenant les avant-postes de la colonie d’Itamar autour de Yanoun s’étendent progressivement pour rejoindre les colonies de la vallée du Jourdain.

Entraves à la libre circulation



Colonie, en haute vallée du Jourdain © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

La foule se presse au terminal de Qalandia. J'effectue un comptage au terminal pour les hommes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes vont le traverser entre 5h du matin et midi. Quelques-uns sont refoulés, permis non valable, pas dans la tranche d'âge autorisée. C'est un vendredi pendant le Ramadan. L'accès y est facilité pour que les musulmans puissent aller prier à Jérusalem à la mosquée Al-Aqsa, accès autorisé pour les femmes de tout âge, les enfants de moins de 12 ans, et les hommes de plus de 40 ans. Pour les hommes entre 12 et 40 ans, des permis peuvent être accordés.

Vers 10h du matin un groupe d'une cinquantaine de jeunes, visiblement pas dans la tranche d'âge autorisée, se faufile dans la foule. Réaction brutale des soldats, les jeunes sont refoulés, tirs de gaz lacrymogènes, et la file d'attente est refoulée en arrière. On sent une forte tension. Puis la situation se calme, et la file d'attente peut revenir.

Hors vendredis de Ramadan, les contrôles sont beaucoup plus sévères. Les Palestiniens se pressent dès 5h du matin pour

aller travailler à Jérusalem, s'ils ont un permis de travail.

Les terminaux de Qalandia (Ramallah) et Gilo 300 (Bethléem) sont les principaux points d'entrées à Jérusalem. Mais il y a de nombreux checkpoints en Cisjordanie, soit fixes soit mobiles, pour entraver la libre circulation des Palestiniens. À l'entrée de nombreux villages, on trouve une barrière jaune, et souvent un poste de contrôle. En période calme, l'accès n'est pas contrôlé. Mais il peut l'être à tout moment.



Terminal de Qalandia, file des femmes © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

À Beit-Furik, où nous nous sommes rendus plusieurs fois, les habitants se plaignent du checkpoint sur le seul accès restant à leur village. Il peut être fermé à tout moment, pour un exercice militaire, pour quelques minutes ou quelques heures, sans information préalable. Les professeurs sont quelquefois empêchés de se rendre à l'école secondaire du village. C'est imprévisible. Et, comme dans beaucoup d'autres villages, les autres routes d'accès sont fermées par des blocs de pierre ou des talus en terre.

Le 15 mai, jour du 70ème anniversaire de la Nakba (la catastrophe de l'expulsion des Palestiniens en 1948) nous avons constaté que l'accès à de nombreux villages était fermé, avec présence de véhicules militaires. C'était pour prévenir

tout risque de manifestation dans les Territoires occupés.

Pour se rendre à Beitilu, il faut passer par un double contrôle militaire le long de la colonie Halamish, puis par un checkpoint à l'entrée du village. Le maire nous raconte que quand la file de voiture est arrêtée au checkpoint, des colons jettent parfois des pierres sur les véhicules, sous les yeux des soldats. Quand nous l'avons rencontré dans sa mairie, un habitant nous a raconté un incident récent. Un soldat a fait arrêter son véhicule, et lui a demandé de charger son téléphone mobile sur le connecteur du véhicule. L'habitant a refusé. Interrogatoire pendant une demi-heure, puis le soldat l'a laisser partir. Mais il contacté le checkpoint suivant. Au checkpoint suivant, arrêt du véhicule, interrogatoire pendant une demi-heure, puis interdiction de passer. Il a dû rebrousser chemin.

Portes agricoles et permis



Passage dans une porte agricole © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Il est 6h du matin. Quelques fermiers se pressent devant la grille, un tracteur, deux troupeaux de moutons. Nous sommes devant une porte agricole, dans la région de Tulkarem, au nord

ouest de la Cisjordanie. Les fermiers attendent l'ouverture de la porte dans le mur de séparation entre Israël et la Palestine. Le mur en zone non urbaine est en fait une grille munie de nombreux détecteurs. Leurs terres se trouvent dans la « seam zone » , une zone de non-droit entre le mur de séparation et la ligne verte, frontière reconnue de l'État d'Israël. La porte est ouverte une demi-heure le matin, vers 6h, et une demi-heure l'après-midi, pour le retour des fermiers. Ils ont besoin d'un permis pour se rendre sur leurs terre, permis accordé pour l'accès à une seule porte agricole.

Les permis sont une autre arme pour limiter la liberté des Palestiniens. Permis pour se rendre à Jérusalem, permis de travail en Israël ou dans les colonies israéliennes. Ils sont accordés pour une période limitée et doivent être renouvelés. Et ils peuvent être abrogés à tout moment. En octobre dernier, un habitant d'Aqraba a tué au couteau un policier à Jérusalem. Quarante personnes de sa famille dans le village ont vu leur permis de travail supprimé. Israël pratique la méthode des punitions collectives, pratique interdite par le droit international. La maison du tueur présumé a reçu un ordre de démolition, démolition toujours pas effectuée. L'identité du tueur n'est pas confirmée !

Notre contact, Murad, nous montre les eaux polluées qui se déversent dans le fond de vallée. Nous sommes dans le village de Bruquin. Au-dessus de nous, sur la colline, une des deux zones industrielles israéliennes construites dans le prolongement de la grande colonie Ariel. Les eaux industrielles polluées se déversent en contrebas dans les villages palestiniens voisins. Dans la région de Salfit et à Bruquin, les habitants se plaignent, mais manifestent peu. Beaucoup travaillent dans la zone d'Ariel, et ils craignent de perdre leur permis de travail en Israël. Dans le village voisin de Kaf ad Dik par contre, les habitants ont porté plainte et déposé des recours. Beaucoup travaillent dans l'administration palestinienne à Ramallah, pas dans la colonie

Ariel. La menace sur la perte du permis de travail est une arme efficace de l’occupation.

Pendant que les pompiers se coordonnent, le feu se propage



Le feu dans les terres de Burin sous la colonie Yizhar © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Il est 18h. On s’apprête à effectuer notre marche du soir à Yanoun. Ghassan nous appelle. Des colons ont mis le feu à des terres palestiniennes à Burin, sous la colonie Yizhar. On se précipite. Ghassan nous emmène sur une piste à travers champs et oliviers. On observe le feu se propager au-dessus de nous. La récolte des olives sera perdue. Un peu plus haut sur la piste, un véhicule de la DCO israélienne. Au bout d’une demi-heure, le véhicule descend à notre niveau et nous demande de partir. La DCO israélienne n’aime pas que l’on observe et rapporte les incidents. Les pompiers de Burin ont été contactés vers 17h30. Ils sont intervenus vers 19h. À 19h30 le feu était circonscrit. Les terres sont en zone C, sous contrôle israélien. Les pompiers de Burin doivent se coordonner avec les Israéliens pour avoir l’autorisation d’intervenir. Contact avec la DCO palestinienne, qui contacte la DCO israélienne. C’est une conséquence des accords d’Oslo. Et pendant ce temps, le feu continue à se propager.

Ce sont quelques exemples sur l’occupation israélienne dont nous avons recueilli les témoignages. Nous sommes une équipe de trois volontaires internationaux EAPPI basés à Yanoun, un petit village au sud de Naplouse entouré par les avant-postes de la colonie Itamar. Nous avons un rôle de présence protectrice auprès des Palestiniens, et d’observateurs des droits de l’Homme dans la région du Sud Naplouse. Nos rapports d’incidents sont partagés avec d’autres organisations de défense des droits humains, comme OCHA-opt (agence de l’ONU pour le droit humanitaire, en territoire occupé de Palestine).

Patrice Leurent, 24 juin 2018

Palestine : l’école au pays des colons



Le proviseur de l’école de Burin. Au fond, la tour d’observation de l’armée et la route menant à la colonie d’Yizhar © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Nous arrivons à l’école de Burin vers 9h30. Le proviseur est assis sur sa chaise sur la petite route qui longe l’école. Au

bout de la route on aperçoit une tour d'observation de l'armée à côté de la route 60, et quelques soldats à côté d'une jeep militaire. On est en période d'examens, les élèves peuvent partir dès qu'ils ont terminés leurs épreuves. Il y a trois jours, les soldats ont prévenu le proviseur : si les élèves s'accumulent à l'autre bout de la route, ils tireront sur eux. Le proviseur veille donc sur sa chaise, et se lève pour les disperser. Puis vers 10h nous entendons des détonations. Trois soldats dans le champ à l'extérieur de l'école ont tiré en direction d'un groupe d'élèves dans la cour de l'école primaire une bombe sonore, puis des balles en caoutchouc, et deux bombes lacrymogènes. Les élèves se sont réfugiés dans la cour de l'école secondaire.

L'école de Burin est située entre deux colonies juives violentes, Yizhar et Bracha. Elle est proche de la route 60 et de la route qui permet d'accéder à la colonie d'Yizhar. Il y a souvent des affrontements avec les colons et l'armée, dans le village et dans l'école. L'armée est présente tous les jours autour de l'école, pour intimider et effrayer les élèves. Ce climat de tension affecte l'attention des élèves.

En retournant à Burin quelques jours plus tard, nous apprenons que l'armée a installé une nouvelle grille à l'extérieur de l'école. Une partie des terrains de l'école est ainsi confisquée. Cela irrite beaucoup l'équipe enseignante et les élèves. Quelques jours plus tard, à la fin des examens, nous assistons à un affrontement entre un groupe d'élèves lançant des pierres contre les soldats, et la réplique des soldats avec tirs de bombes lacrymogènes et tirs de balles en cahoutchouc. Quel climat pour une école !

Jets de pierres contre bombes lacrymogènes

Nous sommes une équipe de trois volontaires internationaux

EAPPI basés à Yanoun, un petit village palestinien au sud de Naplouse, entouré de colonies juives et de leurs avant-postes. Les colonies de peuplement et leurs avant-postes sont interdites par le droit international, mais elles se sont fortement développées dans les territoires occupés de Palestine. Il y avait environ 100.000 colons en 1995 au moment des accords d'Oslo, il y en a 600.000 aujourd'hui !

L'EAPPI est un programme d'accompagnement et d'observation des droits humains en Palestine. L'accès à l'éducation est une de ses priorités. D'après la direction de l'éducation pour les écoles au sud de Naplouse que nous avons visitées il y quelques semaines, deux écoles sont particulièrement menacées à cause de leur proximité avec des colonies et la route 60, les écoles de As-Sawiya et Burin.

La route 60 est le principal axe de circulation nord-sud en Cisjordanie. Elle est empruntée à la fois par les Israéliens et les Palestiniens. Israël a construit un réseau de routes dédiées aux colons, pour réunir directement les colonies avec Israël. Ces routes sont interdites aux Palestiniens, ainsi qu'une zone de sécurité de 100 m de part et d'autre de la route. Elles sont construites sur des terres palestiniennes, qui sont ainsi accaparées. Elles coupent le territoire, et obligent parfois les Palestiniens à faire de grands détours pour les éviter.

Sur la colline en face, on aperçoit une colonie



Deux soldats sur le chemin de l'école © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

L'école secondaire d'As-Sawiya est située au bord de la route 60, en zone C. Sur la colline en face de l'école on aperçoit une colonie israélienne. Certains colons prétendent que les élèves jettent des pierres sur les voitures israéliennes, en se rendant à l'école sur le chemin qui borde la route 60. Les soldats assurent donc une surveillance tous les jours autour de l'école, et nous assurons une présence protectrice face aux intimidations des soldats. Les soldats sont par groupes de deux, et quelquefois ils gênent le passage des élèves et pointent leur arme vers eux. Nous assurons cette présence plusieurs jours par semaine de 7h30 à 8h, puis nous sommes accueillis par l'équipe des professeurs. Il y a environ un mois, un élève de 14 ans a été arrêté par deux soldats à la sortie de l'école, prétendument parce qu'il avait jeté des pierres sur les soldats. Les soldats ont refusé de discuter

avec les enseignants, ont prétendu avoir des photos mais ont refusé de les montrer. Puis quand le commandant est arrivé, l'élève a été menotté et emmené dans un fourgon militaire vers le poste de police. Il est resté 4 jours en prison, puis a été libéré. Mais la famille a dû payer une amende de 1500 shekels (360 €). D'après les professeurs, les soldats accusent un élève au hasard, sans preuve. Cela fait partie de la technique d'humiliation et d'intimidation de la population.

Israël poursuit et emprisonne des enfants de 12 à 18 ans, en violation du droit humanitaire international. Beaucoup d'entre eux sont arrêtés à proximité immédiate d'une colonie, pour les humilier et réduire leur volonté de résistance face à la colonisation.

À la fin de la période d'examens, juste avant le début du ramadan, l'équipe des professeurs nous a conviés à un déjeuner, en remerciement de notre présence protectrice. Cela fait partie de l'accueil chaleureux que nous constatons toujours en Palestine.

Les élèves sont maintenant en vacances, pour environ trois mois.

Patrice Leurent, 31 mai 2018

«Les guerrières de la Paix», un film en quête de donateurs

Après le témoignage de Charlotte dans le cadre du programme EAPPI, voici une autre vision de la situation en Israël et Palestine : l'auteure Hanna Assouline, et sa co-réalisatrice Jessica Bertaux, ont financé grâce à une campagne de

«crowdfunding» un film documentaire sur le mouvement Women Wage Peace. Cette association, formée après la guerre de 2014 dans la bande de Gaza, est composée de femmes juives et arabes israéliennes réclamant la coexistence. Elle réunit des dizaines de milliers de femmes et ne cesse de grandir ; elle a déjà organisé deux marches pour la paix, dont la dernière, en octobre 2017, a rassemblé 30 000 personnes à Jérusalem.

Trois mois à Jérusalem, «cité de paix»

Pour Charlotte, jeune protestante qui a effectué une mission d'accompagnement œcuménique à Jérusalem dans le cadre du programme EAPPI, «la paix n'est ni dans la rue ni dans les esprits». À travers ses lettres, dont nous vous fournissons trois extraits, elle raconte les tensions sur place, décrit les missions de ce programme créé par le Conseil œcuménique des Églises, porté en France par la FPF et dont les candidats sont recrutés par le Défap.

Israël-Palestine : « Un arbre contre du béton »

Michel et Charlotte participent au programme EAPPI (Ecumenical Accompaniment Program in Palestine and Israel), qui a pour but d'envoyer des observateurs en Israël-Palestine afin de partager la vie quotidienne des habitants sur place. Tous deux

témoignent de l'aggravation des tensions après la décision des Etats-Unis de transférer leur ambassade à Jérusalem, mais aussi des signes d'espoir : oliviers replantés après des dégradations, chrétiens de différentes dénominations réunis pour des célébrations communes…

Israël-Palestine : des femmes unies pour la paix

A l'occasion de la commémoration des 22 ans de la mort de Yitzhak Rabin, trois femmes engagées pour la paix au Proche-Orient sont invitées lors d'un débat organisé à la mairie du 20ème arrondissement de Paris. Il s'agit d'Amal Rihan et Marie-Lyne Smadja, du mouvement « Women Wage Peace » (« Les femmes font la paix »), avec Huda Abuarquob, de la coordination d'ONG « Alliance pour la Paix au Moyen Orient » (APMO). Cette rencontre intervient alors que « Les Femmes font la paix » a organisé une marche qui a réuni des milliers d'Israéliennes et de Palestiniennes à travers Israël et la Cisjordanie occupée.

Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire

Jusqu'au 14 janvier, l'Institut du Monde Arabe organise une exposition qui donne la pleine mesure de l'implication des chrétiens d'Orient dans la vie culturelle, politique et

intellectuelle du monde arabe. Une participation à l'histoire de pays comme le Liban, la Syrie, l'Irak, l'Egypte qui ne s'arrête pas aujourd'hui : les chrétiens d'Orient ont besoin qu'on ne les oublie pas.

La vallée du Jourdain, terre de conflits

La vallée du Jourdain est, selon les textes de l'Ancien Testament, la terre promise par Dieu à Moïse. Aujourd'hui, Palestiniens et Bédouins sont les héritiers de cette terre revendiquée par les Israéliens. Notre accompagnateur œcuménique actuel, Christopher Annandale, citoyen britannique, membre de la paroisse protestante de Rambouillet, juriste et cadre à la retraite partage avec nous son témoignage.

Décès de Shimon Peres : la mort d'un symbole

Shimon Peres était l'un des derniers témoins de la création de l'Etat d'Israël. Il s'est éteint aujourd'hui, à Tel Aviv. Il avait 93 ans.

Une semaine pour la paix en Palestine Israël

« Démanteler les murs de séparation », tel est le thème de la semaine mondiale pour la paix en Palestine Israël, qui se déroulera du 18 au 24 septembre 2016.
Cette année encore, le Conseil œcuménique des Églises (COE) invite ses Églises membres et ses partenaires à se joindre à lui pour une semaine d'action et de plaidoyer en faveur d'une paix juste en Palestine et Israël. L'objectif : prendre des mesures pacifiques et créer un témoignage international commun sur l'espoir de justice.